

Conseil des Etats

Simone de Montmollin (PLR/GE): «Je veux poursuivre mon travail à Berne avec conviction et détermination»

Elle termine sa première législature au Conseil national où elle se représente cet automne. Ingénieur œnologue, la PLR Simone de Montmollin se présente aussi, pour la première fois, au Conseil des Etats où elle espère reprendre l'un des deux sièges genevois détenus sans partage par la gauche depuis seize ans.



PARLEMENTS DIENSTE

Simone de Montmollin: «Il faut quitter le registre des injonctions idéologiques et tenir compte des réalités du quotidien».

- Pourquoi êtes-vous candidate à la fois au Conseil National et au Conseil des Etats?

- Nous voulons un rééquilibrage des forces au Conseil des Etats. Depuis seize ans, la gauche accapare les deux sièges genevois, ce qui ne reflète pas les attentes de la population genevoise sur de nombreux dossiers. Le PLR est le plus grand parti cantonal, dont les positions sont majoritairement suivies durant les votations, il est donc légitime qu'il cherche à récupérer un siège de «sénatrice». Sur un plan personnel, comme sortante, je termine ma première législature au Conseil National et me présente à ma réélection. J'aime ce travail pour lequel je m'engage avec conviction et détermination, mais pourrais le faire de manière aussi utile au Conseil des Etats, avec l'assise d'un parti très expérimenté. C'est là que sont finalisées des questions centrales qui ont trait, par exemple, à la mobilité, à la fiscalité ou à l'agriculture.

- En quoi le travail aux Etats serait-il différent?

- Sur le fond, les deux Chambres font le même travail et étudient les mêmes objets. Toutefois, les décisions prises au Conseil des Etats (Chambre des cantons) ont un impact plus important. C'est souvent sa vision qui l'emporte sur celle du Conseil National (Chambre du peuple). En raison du nombre moins élevé de sénateurs (46) et de leur origine cantonale, la manière de travailler est également différente. Les débats sont plus approfondis, plus concrets, et permettent de mieux faire entendre les spécificités locales.

- Quels thèmes genevois vous tiennent-ils à cœur?

- On retrouve à Genève beaucoup de thèmes qui concernent l'ensemble de la Suisse. Comme par exemple l'alimentation et l'agriculture, avec les questions de production agricole, d'environnement, de climat, d'aménagement du territoire, d'énergie, de rapports avec les zones franches de France voisine. C'est une vaste problématique qu'il faut aborder sur le terrain avec les agriculteurs, confrontés au quotidien à des normes toujours plus lourdes et paradoxales, et non pas dans une optique théorique ou dogmatique. Je suis ingénieure œnologue de profession et je connais les réalités que rencontrent les gens de la terre. Il faut quitter le registre des injonctions idéologiques et tenir compte des réalités du quotidien. L'accès à la nourriture est un enjeu planétaire; il nous concerne aussi. La Suisse est autosuffisante à 50% environ et il faut préserver notre production agricole pour ne pas augmenter notre dépendance envers l'étranger.

- Un autre thème important?

- La question de la mobilité, récurrente à Genève, canton frontière. Opposer mobilité individuelle et mobilité collective nous a conduits dans une impasse. On sait qu'il n'existe pas une seule solution pour améliorer la mobilité, mais un ensemble de dispositions à combiner. La Traversée du lac par exemple, adoptée massivement en votation populaire, ne sera pas portée à Berne sans changement au Conseil des Etats!

- Comment évaluez-vous vos chances d'être élue au Conseil des Etats?

- Je n'ai jamais été férue de pronostics et préfère me concentrer sur mon travail parlementaire et ma campagne. On constate que les Verts, qui avaient progressé il y a quatre ans, ont perdu aujourd'hui de leur superbe. Le PLR a conclu un accord avec le Centre, l'UDC et le MCG pour le deuxième tour de l'élection au Conseil des Etats. C'est un signal important, qui montre que même si chaque formation a ses spécificités, qui sont parfois des lignes rouges pour les autres, il y a des possibilités d'accord dans des domaines aussi essentiels que la fiscalité, l'économie, les finances publiques, la mobilité. Des domaines où il y a de fortes attentes de la part de entreprises et de la population. On doit se focaliser sur ces points d'accord et faire avancer les choses. Nous vivons une période d'instabilité géopolitique et économique, qui risque de durer. Les défis de ces prochaines années nécessiteront du courage politique et le sens des responsabilités. ■

**PROPOS RECUEILLIS
PAR ROBERT HABEL**